



## **OBSERVATOIRE DU SAHEL**

# **MANIPULATION DE L'INFORMATION ET DÉSTABILISATION DES ÉTATS DU SAHEL : CAS DU BURKINA FASO ET DU MALI**

**Auteur : Abdoul SOGODOGO**

Docteur en relations internationales et enseignant  
chercheur à l'université des sciences juridiques et  
politiques de Bamako (USJPB)

---

### **Coordinateurs scientifiques:**

Dr. Ladjji Karamoko OUATTARA

Dr. Saïd Abass AHAMED



## Résumé

La crise sécuritaire et politique a gravement fragilisé l'État au Mali et au Burkina Faso. Ces pays sont engagés dans une guerre asymétrique, où la manipulation de l'information joue un rôle prépondérant. Cette note interroge les dynamiques d'adaptation de la communication des acteurs à travers le prisme de l'infoguerre ou guerre informationnelle, en examinant les implications socio-politiques et les défis sécuritaires. L'étude a établi que la manipulation de l'information exacerbe les conflits communautaires, notamment ceux impliquant les Peuls au Mali et au Burkina Faso. Par ailleurs, la désinformation se révèle être un facteur démobilisateur pour les électeurs. Enfin, il est à noter que les groupes armés produisent et diffusent de fausses informations à travers les médias, en particulier sur les réseaux sociaux, dans le but de légitimer leurs positions et de discréditer l'armée ainsi que le pouvoir central aux yeux de la population.

## Idées majeures

- L'infoguerre au Sahel contribue à la polarisation de l'opinion publique et à l'érosion de la confiance des citoyens envers les institutions et leurs représentants politiques.
- La note met en lumière la manière dont la manipulation de l'information accentue les clivages au sein de l'opinion publique et nuit à la gouvernance participative et à la légitimité des institutions.
- La manipulation de l'information aggrave les conflits communautaires au Mali et au Burkina Faso.
- Les groupes armés terroristes diffusent de fausses informations pour se légitimer et pour discréditer l'armée ainsi que le pouvoir central auprès des populations locales.
- Au Mali et au Burkina Faso, la stabilité politique, économique et sociale est de plus en plus menacée par les propagandes savamment construites par divers acteurs économiques et politiques, y compris les mouvements sécessionnistes voire, les groupes terroristes djihadistes.

## Mots-clés

Mali, Burkina Faso, Sahel, Manipulation de l'information, Infoguerre, insécurité, Participation civique.



## Mots-clés

Mali, Burkina Faso, Sahel, Manipulation de l'information, Infoguerre, insécurité  
Participation civique.

## INTRODUCTION

« L'État-Major Général des Armées informe l'opinion nationale qu'une vidéo d'une rare atrocité assimilable à du cannibalisme circule sur les réseaux sociaux depuis ce matin Mardi 16 Juillet 2024. Un individu en tenue et insignes militaires FAMA est identifiable sur ladite vidéo. L'État-Major Général des Armées et l'ensemble des FAMA se démarquent de cette vidéo et assurent que ces pratiques sont contraires à l'éthique, aux valeurs, us et coutumes de notre armée. Les services compétents sont mobilisés pour confirmer l'authenticité de la vidéo et l'identification de l'individu. L'État-Major Général des Armées rassure que toutes les dispositions sont prises pour faire ressortir la vérité relative à cette vidéo. Unis, nous vaincrons» (DIRPA, 2024).

En juillet 2024, une vidéo sur les réseaux sociaux tentait d'incriminer les Forces armées maliennes (FAMA) en les accusant de cannibalisme. Cette propagande avait pour finalité de diaboliser l'armée malienne dans sa lutte contre le terrorisme et pour le recouvrement de l'intégrité de son territoire national. Comme de nombreux pays engagés dans un conflit armé contre des groupes armés sécessionnistes ou terroristes, les États du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), sont confrontés à l'infoguerre. Cette infoguerre consiste en un ensemble de méthodes et d'actions destinées à nuire à l'ennemi ou à assurer une supériorité à travers l'utilisation d'informations stratégiques. De nos jours, l'information circule plus rapidement que jamais, l'infoguerre est devenue une réalité incontournable, notamment au Mali et au Burkina Faso, où des groupes armés exploitent cette dynamique pour atteindre leurs objectifs.

Ainsi, la manipulation de l'information constitue un défi majeur pour les pays qui peinent à contrôler les médias classiques et les réseaux sociaux. Dans ce sens, au Burkina Faso et au Mali, où les tensions sociales et les crises politiques sont récurrentes, le contrôle de l'information a pris une dimension cruciale. C'est pourquoi la manipulation de l'information mérite toute l'attention des autorités comme des citoyens.



Par ailleurs, on observe sur la scène internationale que les acteurs politiques et socio-économiques y compris les gouvernements démocratiques ne se privent pas de la propagande pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, l'utilisation des réseaux sociaux par les services de renseignement de l'Ukraine pour affirmer leur soutien aux groupes armés rebelles au Mali illustre à juste titre la prééminence des médias sociaux dans la guerre de l'information (Roger & Grynszpan, 2024).

En effet, les différents acteurs du jeu international utilisent les médias et les réseaux sociaux pour façonner l'opinion publique. Pour ces acteurs, le but immédiat est d'influencer les comportements des populations et de légitimer leurs actions. C'est dans ce sens que les groupes terroristes au Mali et au Burkina Faso, tels Ansar Dine, Katiba Macina, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), manipulent la religion et l'histoire pour donner une légitimité apparente à leurs actions. Ainsi, ils parviennent à convaincre certaines personnes que leur cause est juste et divine en interprétant de manière radicalisée les textes religieux.

Les récentes dynamiques de manipulation de l'information dans le Sahel intérieur soulèvent les interrogations suivantes : comment la désinformation et la propagande influencent-elles la perception des citoyens vis-à-vis des institutions et du processus de refondation de l'État au Mali et au Burkina Faso ? En quoi la manipulation de l'information peut-elle exacerber l'insécurité ou entraver la lutte contre le terrorisme ?

L'objectif de cette réflexion est d'analyser les implications sociopolitiques et les défis liés à la sécurité au Mali et au Burkina Faso. Autrement dit, cette note d'analyse tente de montrer comment la manipulation de l'information accentue les clivages au sein de l'opinion publique qui se traduit parfois par une forte réduction de la participation civique, la radicalisation des jeunes, mais aussi l'érosion de la confiance entre les citoyens et le politique au sens de Carl Schmitt (Mouffe & Laclau, 1994).

La manipulation de l'information comme un enjeu de gouvernance démocratique est fondamentale dans les deux pays du Sahel central qui retiennent notre attention.



Nous n'aborderons pas la lutte d'influence des grandes puissances dans cette région. Bien que cette lutte soit principalement une guerre informationnelle, notre attention se concentrera sur la production et l'utilisation de l'information par les acteurs locaux, tout en mettant en lumière leur impact sur la participation civique et la reconstruction de la cohésion nationale.

Dans un premier point, on montre qu'au Mali et au Burkina Faso, la stabilité politique, économique et sociale est de plus en plus menacée par les propagandes savamment construites par divers acteurs économiques et politiques, y compris les mouvements sécessionnistes voire, les groupes terroristes djihadistes. Ces fausses informations polarisent l'opinion nationale. Le deuxième point montre, pour l'essentiel, que les propagandes visent à discréditer les autorités politiques ou à jeter en pâture la classe politique déjà en crise. Ces manipulations pourraient contribuer à l'érosion de la confiance des populations envers les institutions. Le troisième et dernier point analyse la manipulation de l'information comme arme de démobilisation des populations et donc de réduction de la participation civique.

## 1. Polarisation de l'opinion publique

La manipulation de l'information contribue à exacerber les divisions sociales et à polariser l'opinion publique sur la manière de sortir de la crise politique et sécuritaire. On observe que les discours haineux et les rumeurs alimentées par certains médias et plateformes exacerbent les tensions communautaires, rendant la réconciliation nationale difficile.

À titre d'exemple au Mali, les entrepreneurs de la violence armée au centre du pays exploitent délibérément les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Youtube, TikTok) pour radicaliser les positions des communautés Peuls et Dogons. Des vidéos ont été mises en ligne montrant des images horribles de destructions de villages Peuls ou Dogons. On peut citer Ogossagou en 2019, un village peul où plus de 130 personnes ont été massacrées ; la milice dogon « Dan Na Ambassagou » (Les chasseurs qui se confient à Dieu) a été accusée d'avoir mené cette attaque (Ahmed, 2019). Alors que cette organisation n'a jamais reconnu avoir commis ces massacres.



Deux mois plus tard, un village dogon a été attaqué par des groupes armés. Cette tuerie n'a pas été revendiquée par les milices Peuls, mais pour certains analystes, l'idée d'une vengeance contre la milice dogon Dan Na Ambassagou n'est pas à écarter (Fachaux, 2019).

Depuis une dizaine d'années, les groupes armés au centre et au nord du pays investissent les réseaux sociaux pour diffuser et faire progresser leur point de vue, par une sorte de contagion. Ainsi, les réseaux sociaux sont devenus des outils de manipulation des esprits et de polarisation des tensions.

« Le Burkina Faso a expulsé les correspondants de deux médias français peu de temps après avoir interdit à France 24 d'émettre dans le pays. Faivre<sup>1</sup> a perdu son accréditation après que Libération a publié le 27 mars les conclusions d'une enquête sur une vidéo, qui, selon elle, montrait des soldats burkinabè tuant et torturant un groupe d'enfants, une affirmation que les autorités burkinabè ont démentie avec véhémence » (BBC News Afrique, 2023). La diffusion de telles vidéos ou d'enquêtes soutenant leur véracité, sans tenir compte des éléments de réponse avancés par l'État concerné, peut être considérée comme une campagne de décrédibilisation de l'armée républicaine.

## 2. Érosion de la confiance envers les institutions

En juin 2024, le Président du Burkina, Ibrahim Traoré a lancé un appel au peuple burkinabé à faire attention aux fake news. Il estime que les auteurs de ces fake news visent à « perturber la cohésion sociale ainsi que la stabilité du pays » (SIDWAYA, 2024).

Rappelons que cet appel de la présidence du Burkina Faso est intervenu suite à un incident de tir d'obus à proximité de la télévision nationale, le 12 juin 2024. Les réseaux sociaux avaient aussitôt été inondés d'annonce de mutineries dans plusieurs casernes militaires. Ces fausses informations pouvaient mettre à mal la première institution du pays. Dans ce sens, Dr. Hyacinthe Ouédraogo, Enseignant-chercheur (Université Nazi Boni) écrit que : « Les fake news émanent souvent de laboratoires dont on ignore tout. On ne connaît pas vraiment les sources, mais de nos jours, ce sont des médias qui avaient du crédit par le passé [...] ».

<sup>1</sup>Agnès Faivre, était la correspondante à Ouagadougou du quotidien français Libération.



Rien que ces derniers jours, quand vous suivez donc ces médias et quand vous êtes au Burkina Faso, particulièrement à Ouagadougou, vous vous posez la question de savoir s'il existe deux Burkina Faso ou si c'est la même ville de Ouagadougou.» (Ouédraogo, 2024).

La désinformation institue l'érosion de la confiance envers les institutions gouvernementales et parfois judiciaires. Et la méfiance qui en découle compromet les initiatives de paix et de réconciliation, car la population devient sceptique quant aux intentions des dirigeants. Au Mali, la désinformation sur les réseaux sociaux a fréquemment pour cible les opérations militaires et les décisions gouvernementales. On peut penser que le but de cette désinformation est d'exacerber la méfiance des populations envers les institutions étatiques. À titre d'exemple, en 2015 des rumeurs infondées sur des accords secrets entre le gouvernement et certains groupes armés ont circulé, semant le doute parmi la population sur les véritables intentions du gouvernement du Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Cette méfiance a compliqué la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, car les communautés locales sont restées sceptiques quant à l'engagement du gouvernement à protéger tous les citoyens équitablement.

On remarque aussi qu'au Burkina Faso, la propagation de fausses informations sur les procédures judiciaires (la corruption des juges et leurs gestions des procédures relatives aux terroristes) a contribué à affaiblir la confiance des populations dans le système judiciaire. Ainsi, lorsque des informations non vérifiées circulent sur la libération présumée de criminels influents sans procès équitable, cela alimente la perception que la justice est corrompue et serait au solde du pouvoir exécutif. Cette perception nuit à la consolidation de l'État de droit et à l'indépendance de la justice. En effet, elle entrave la capacité de la justice à agir en tant qu'arbitres neutres dans la résolution des conflits et à promouvoir un climat de confiance pour le dialogue national.

La désinformation joue un rôle significatif dans la dynamique sociopolitique au Mali et au Burkina Faso. Elle contribue à l'érosion de la confiance envers les institutions étatiques, compromettant ainsi la mise en œuvre des initiatives de paix et de réconciliation nationale. La diffusion de fausses informations peut remettre en question la volonté et la capacité des autorités à assurer la sécurité de l'ensemble du territoire et à rétablir la paix (Wardle & Derakhshan, 2017).



Dans ces contextes, la désinformation peut également exacerber la lutte pour le pouvoir entre les acteurs politiques. Elle peut provoquer une perception selon laquelle l'action militaire au pouvoir s'inscrit dans une logique de conservation du pouvoir politique, diminuant la confiance dans le processus démocratique (Allcott & Gentzkow, 2017). De plus, elle peut réduire la participation citoyenne à l'action publique en instillant le scepticisme et l'apathie parmi la population, ce qui nuit à la gouvernance participative et à la légitimité des institutions (Lewandowsky et al., 2017).

### 3. Diminution de la participation civique

Une étude récente de Camara et Banu montre que les jeunes, premiers usagers des réseaux sociaux (Camara et al., 2023), peuvent se sentir désabusés face à un paysage médiatique pollué par de fausses informations. Les fausses nouvelles sur des incidents d'insécurité, par exemple, peuvent exacerber la peur et affaiblir la participation des jeunes aux opérations de sécurisation du pays.

Sous cet angle, le groupe terroriste djihadiste « Jama'a Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) » a tenté, sans succès, d'intimider la population de Bamako par le biais d'un communiqué audio ayant circulé sur « WhatsApp ». Dans ce message, le groupe interdisait à la population de soutenir les FAMA dans leurs efforts de sécurisation de la ville, suite aux attaques menées le 17 septembre 2024 contre l'école de la gendarmerie nationale et l'Aéroport international Modibo Keita de Bamako-Senou. Cela montre que ce groupe produit et partage des contenus multimédias pour se présenter comme le défenseur des populations locales, en opposant sa cause à celle de l'État ciblé, perçu comme oppressif et opposant de la religion musulmane.

Lors des élections présidentielles de 2018 et des législatives de 2020, au Mali, de nombreuses régions du nord et du centre du pays ont connu des niveaux élevés d'insécurité en raison des activités des groupes terroristes. Ces mêmes problèmes ont été enregistrés lors du référendum constitutionnel de 2023 dans la région de Kidal (news, 2023). En raison des attaques des groupes armés, ces zones ont enregistré des taux de participation très bas. Dans le centre du Mali, en particulier dans les régions de Mopti et Ségou, des attaques et des menaces de violence ont empêché l'installation de bureaux de vote dans plusieurs localités (Sékou Gadjigo, 2018).

Certains électeurs craignaient pour leur sécurité et ont souvent choisi de ne pas participer au vote par peur des représailles des groupes armés. Pour dissuader les leaders communautaires d'arrêter toute collaboration avec les FAMA et les autorités publiques en général y compris la participation aux élections.





Plusieurs maires et chefs de village ont été assassinés ou kidnappés par des groupes terroristes. En effet, le 13 juillet 2020, le maire de la commune de Garbakoïra, dans le nord du Mali, a été retrouvé mort, le corps criblé de balles (Bolly, 2020). Aussi, le vendredi 9 février 2024, le maire de la commune rurale de Toguere Coumbe (Tenekoun) a été assassiné par des individus non identifiés dans sa maison (Malijet, 2024b). On rappelle que le chef de village de Hamakoïra a été sauvagement assassiné en pleine journée par des hommes armés (Malijet, 2024a).

Parmi les chefs de village tués par les groupes armés, on cite Moussa Balobo Maïga, le prédécesseur de Nouhoum Bah Maïga, tous des chefs de village de Hombori (Malijet, 2019).

De même, au Burkina, l'insécurité liée au terrorisme a fortement touché la capacité des électeurs à se rendre aux bureaux de vote lors des élections présidentielles de 2020, surtout dans les régions du nord. Selon Le Figaro « Entre 300 et 350.000 personnes n'ont pas pu voter dimanche 22 novembre 2020 au Burkina Faso en raison de l'insécurité, lors des élections présidentielles et législatives qui se sont déroulées dans un contexte tendu, dans ce pays en proie à des attaques djihadistes incessantes » (Burkina Faso, 2020).

De plus, les déplacements forcés des populations en raison de l'insécurité ont occasionné la perte de cartes d'électeurs pour certains déplacés. En outre, ces personnes se sont parfois retrouvées éloignées de leurs lieux de vote. Par ailleurs, certaines personnes déplacées vivant dans le camp de Niamana témoignent des conditions complexes qui les empêchent de voter : « Nous sommes toujours enregistrés dans nos villes natales et, étant dans l'incapacité de rentrer, nous ne pourrions pas effectuer notre devoir de citoyen. [...] Je me sens comme une étrangère dans mon pays si je ne peux pas choisir mon président » (France 24, 2013).

On retient sur le point que dans les deux pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) étudiés, les groupes terroristes utilisent la violence et l'intimidation pour saper le processus démocratique, en ciblant les symboles de l'autorité étatique ainsi que les mécanismes de participation politique, ce qui crée un climat de peur généralisé et contribue à réduire la participation des citoyens à la vie politique.

Le Mali et le Burkina Faso pour faire face à la manipulation de l'information et à la désinformation ont adopté diverses stratégies parmi lesquelles l'adoption de textes juridiques sur la cybercriminalité.



Dans ce sens, le Mali a adopté la Loi n°2019-056 du 5 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité ainsi que le décret n°2022-099/PT-RN du 30 décembre 2022 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du pôle nationale de lutte contre la cybercriminalité. Le procureur du Pôle national de lutte contre la cybercriminalité, Dr. Adama Coulibaly, lors d'une conférence de presse a affirmé que : « Notre saisine n'est pas liée forcément à la présentation d'une plainte. Il suffit qu'il y ait une infraction à la Loi pour que nous poursuivions » (Sidibé, 2024). En plus du dispositif répressif, les deux pays encourage le renforcement continu des capacités des acteurs médiatiques à travers des activités de sensibilisation en matière de traitement et d'analyse des données (MFWA, 2024; UNESCO, 2024).

## Conclusion

En somme, la crise sécuritaire et politique qui affecte le Mali et le Burkina Faso met en lumière l'importance croissante de l'information dans le contexte d'une guerre asymétrique. Cette réflexion montre que la désinformation ne constitue pas seulement une arme de propagande, mais qu'elle joue également un rôle crucial dans l'érosion de la confiance entre les citoyens et leurs institutions. Les clivages renforcés au sein de l'opinion publique et la démobilisation des électeurs sont des conséquences directes de cette stratégie d'infoguerre, laquelle exacerbe les tensions communautaires, en particulier entre les groupes ethniques comme les Peuls et les Dogons au Mali.

Il est clair que les groupes armés produisent et diffusent de fausses informations pour légitimer leurs actions et affaiblir l'autorité de l'État. Cela soulève des enjeux fondamentaux quant à la refondation de l'État et à la nécessité d'engager des stratégies de communication transparentes et inclusives pour retrouver la confiance des citoyens.

Pour relever ces défis, il est impératif que les acteurs politiques et socio-économiques au Mali et au Burkina Faso collaborent de manière proactive afin de promouvoir un environnement informationnel fiable. Il serait utile pour les deux pays de renforcer la régulation des contenus en ligne. Cela pourrait inclure des sanctions contre la propagation de fausses informations susceptibles de causer des dommages au tissu social ou de porter atteinte à la dignité humaine.



La lutte contre la désinformation, à l'ère des réseaux sociaux, nécessite une approche de communication proactive et transparente. À cet effet, les autorités des deux pays peuvent investir dans des canaux d'information fiable pour interagir directement avec les citoyens, clarifier les faits et renforcer l'engagement civique. Il est également crucial d'éduquer la population, en particulier les jeunes et les femmes, sur les dangers de la désinformation et sur les techniques utilisées pour la diffuser. Des études comme « Fake news, disinformation and misinformation in social media: a review » (2022) soulignent l'importance d'une éducation aux médias efficace pour contrer ces défis.

## Recommandations

Pour relever les défis liés à la manipulation de l'information, nous formulons des recommandations à l'intention des États, des organisations internationales, des journalistes, des universitaires et des citoyens.

- D'abord, l'État et la société civile doivent poursuivre leurs efforts de renforcement de l'éducation aux médias dans le contexte actuel de guerre informationnelle. Des programmes visant à sensibiliser les citoyens sur les différentes formes de désinformation, ainsi que sur les techniques de vérification des faits, devraient être mis en place. Les initiatives existantes peuvent être élargies au-delà des professionnels des médias. Cela permettra non seulement d'améliorer la résilience de la population face à la désinformation, mais aussi de renforcer la capacité de chaque individu à prendre des décisions éclairées dans son engagement civique.
- Ensuite, il nous semble fondamental de développer des plateformes de communication inclusives. En effet, l'État, tout comme les acteurs politiques et sociaux, peut établir des plateformes de communication transparentes et inclusives qui favorisent un dialogue ouvert entre les différentes communautés. Ces plateformes pourraient permettre d'aborder les préoccupations des citoyens, de partager des informations fiables, et de favoriser la cohésion sociale. De telles initiatives peuvent aider à rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions, tout en contribuant à la réconciliation des communautés.



- Enfin, pour lutter contre la désinformation au niveau institutionnel, Il s'avère nécessaire que le gouvernement et les institutions étatiques intensifient leurs efforts pour lutter contre la désinformation. Cela implique la création d'unités spécialisées dans l'analyse et la réponse à la désinformation, capables de surveiller le contenu diffusé sur les réseaux sociaux et autres médias. En parallèle, des campagnes d'information proactives peuvent être lancées pour contrer les récits biaisés et promouvoir les actions positives des institutions étatiques. Ces mesures aideront à rétablir la confiance dans les autorités et à décourager les groupes armés de tirer profit de la manipulation de l'information.
- Pour lutter efficacement contre la manipulation de l'information et la désinformation, les journalistes doivent être encouragés à adopter des protocoles rigoureux de vérification des sources avant publication afin de garantir l'exactitude et la crédibilité des informations diffusées. En effet, les médias peuvent initier des campagnes de communication visant à éduquer le public sur les dangers de la désinformation et l'importance d'une consommation d'information éclairée. En intégrant des mécanismes de retour d'information et des partenariats avec des organisations de la société civile, les médias peuvent créer des espaces de dialogue où les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et participer activement à la lutte contre la désinformation. Une telle approche collaborative contribuera à renforcer la confiance du public envers les médias - y compris les chaînes YouTube, TikTok et les pages Facebook des activistes web ; et à bâtir une société mieux informée et plus résiliente face aux défis de la désinformation.
- De plus, les universitaires, enrichis par leurs recherches et analyses, devraient jouer un rôle actif dans le développement de modules de formation à l'exploitation consciencieuse des réseaux sociaux et à la consommation responsable de l'information, afin d'équiper les citoyens avec des outils critiques pour discerner le vrai du faux.
- Les organisations internationales peuvent soutenir des initiatives de sensibilisation à grande échelle, en utilisant les plateformes numériques et les réseaux sociaux pour promouvoir des contenus informatifs et responsables.



## Références

- Ahmed, B. (2019). Massacre de plus de 130 civils peuls à Ogossagou : Le Mali sous le choc - Jeune Afrique.com. JeuneAfrique.com.  
<https://www.jeuneafrique.com/753518/politique/massacre-de-civils-peuls-a-ogossagou-le-mali-sous-le-choc/>
- Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). Social media and fake news in the 2016 election. *Journal of economic perspectives*, 31(2), 211-236.
- BBC News Afrique. (2023, avril 3). Burkina Faso : Pourquoi les autorités burkinabè sévissent contre les médias français ? BBC News Afrique.  
<https://www.bbc.com/afrique/articles/cnkw2vgqk1ko>
- Burkina Faso : Des milliers d'électeurs privés de vote lors d'élections. (2020, novembre 23). Le Figaro.  
<https://www.lefigaro.fr/international/burkina-faso-des-milliers-d-electeurs-privés-de-vote-lors-d-elections-sous-la-menace-djihadiste-20201123>
- Bolly, M. (2020). Mali : Le maire enlevé a été retrouvé assassiné.  
<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-le-maire-enlevé-a-été-retrouvé-assassiné/1922442>
- Camara, M. S., Banu, H., & Abeck, J. C. (2023). The African Youth and Social Media at the Crossroads of Information, Misinformation, and Disinformation. In K. Langmia (Éd.), *Black Communication in the Age of Disinformation* (p. 15-50). Springer International Publishing.  
[https://doi.org/10.1007/978-3-031-27696-5\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-031-27696-5_2)
- DIRPA. (2024, juillet 17). FAMA sur X : « L'Etat-Major Général des Armées informe l'opinion nationale qu'une vidéo d'une rare atrocité assimilable à du cannibalisme circule sur les réseaux sociaux depuis ce matin Mardi 16 Juillet 2024. <https://t.co/EroFIPSES6> » / X. X (formerly Twitter).  
<https://x.com/DirpaFa/status/1813598871953764600>
- Fachaux, L. (2019). Attaque d'un village dogon au Mali : « Le djihadisme et la question agraire expliquent en partie ces violences » | TV5MONDE - Informations. <https://information.tv5monde.com/afrique/attaque-dun-village-dogon-au-mali-le-djihadisme-et-la-question-agraire-expliquent-en-partie>



- France24 : « Voter pour ne pas se sentir étranger dans son pays ». (2013, juillet 24). France 24. <https://www.france24.com/fr/20130724-mali-carnet-de-route-journaliste-envoyee-speciale-philomene-remy-niamana>
- Lewandowsky, S., Ecker, U. K., & Cook, J. (2017). Beyond misinformation : Understanding and coping with the “post-truth” era. *Journal of applied research in memory and cognition*, 6(4), 353-369.
- Malijet. (2019). Douentza : Le chef de village de HOMBORI retrouvé assassiné. <https://malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/229191-douentza-le-chef-de-village-de-hombori-retrouve-assassine.html>
- Malijet. (2024a). Mali : Assassinat du chef de village de Hamakoira. [https://www.malijet.com/la\\_societe\\_malienne\\_aujourd'hui/294208-mali--assassinat-du-chef-de-village-de-hamakoira.html](https://www.malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/294208-mali--assassinat-du-chef-de-village-de-hamakoira.html)
- Malijet. (2024b). Mopti : Le maire de Toguere Coumbe assassiné. [https://www.malijet.com/les\\_faits\\_divers\\_au\\_mali/287486-mopti-le-maire-de-toguere-coumbe-assassine.html](https://www.malijet.com/les_faits_divers_au_mali/287486-mopti-le-maire-de-toguere-coumbe-assassine.html)
- MFWA. (2024, février 16). La MFWA renforce les capacités des journalistes dans la vérification des faits en vue des élections de 2024. La Fondation des Média pour l’Afrique de l’Ouest. <https://mfwa.org/fr/issues-in-focus/la-mfwa-renforce-les-capacites-des-journalistes-dans-la-verification-des-faits-en-vue-des-elections-de-2024/>
- Mouffe, C., & Laclau, E; éditions sociales (Paris), M. anti-utilitariste dans les sciences. (1994). *Le politique et ses enjeux : Pour une démocratie plurielle*. La Découverte/MAUSS Paris. <https://www.academia.edu/download/86249400/S000842390000853220220521-1-z32qi6.pdf>
- news, mali. (2023, juin 20). Kidal au coeur d’une polémique au Mali. Mali Actu. <https://maliactu.net/referendum-constitutionnel-le-front-uni-contre-le-referendum-denonce-lusage-des-moyens-de-letat-dans-la-campagne-par-les-autorites-de-la-transition/>
- Ouédraogo, H. (2024). Facebook. <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=906700898155593&id=100064470740758&set=a.600963008729385>

- Roger, B., & Grynszpan, E. (2024). Dans le nord du Mali, les drones ukrainiens éclaircissent l'horizon des rebelles.  
[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/10/dans-le-nord-du-mali-les-drones-ukrainiens-eclaircissent-l-horizon-des-rebelles\\_6348009\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/10/dans-le-nord-du-mali-les-drones-ukrainiens-eclaircissent-l-horizon-des-rebelles_6348009_3212.html)
- Sékou Gadjigo. (2018, juillet 30). Violences le jour du scrutin : « 644 électeurs n'ont pas voté », selon le gouvernement, l'URD dénonce « 641 bureaux de vote fermés ». Studio Tamani - Informations, débats, magazines : toute l'actualité du Mali, en 5 langues.  
<https://www.studiotamani.org/65720-violences-le-jour-du-scrutin-644-electeurs-n-ont-pas-vote-selon-le-gouvernement-l-urd-denonce-641-bureaux-de-vote-fermes>
- SIDWAYA, W. (2024, juin 19). Alerte à la désinformation : Présidence du Faso appelle à faire attention aux fake news. Quotidien Sidwaya.  
<https://www.sidwaya.info/alerte-a-la-desinformation-presidence-du-faso-appelle-a-faire-attention-aux-fake-news/>
- Sidibé, S. (2024). lessor–Toute l'actualité en continu. lessor.  
<https://lessor.ml>
- UNESCO. (2024, septembre 30). L'UNESCO renforce les capacités de 50 Journalistes sur son Mandat au Mali | UNESCO.  
<https://www.unesco.org/fr/articles/lunesco-renforce-les-capacites-de-50-journalistes-sur-son-mandat-au-mali>
- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking (Vol. 27). Council of Europe Strasbourg. <http://tverezo.info/wp-content/uploads/2017/11/PREMS-162317-GBR-2018-Report-desinformation-A4-BAT.pdf>



## Missions

Thinking Africa est un think tank panafricain non partisan, créé dans le but de produire des savoirs innovants au sujet du devenir africain. Ces savoirs sont diffusés à travers les partages d'expériences, le renforcement des capacités, les plaidoyers et l'appui aux institutions publiques, privées et aux sociétés civiles ([www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)).

L'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et sociopolitiques au Sahel de Thinking Africa constitue un cadre unique d'échange d'idées et d'expertises, un laboratoire de réflexion pluridisciplinaire sur les problématiques complexes qui déstabilisent le Sahel ([www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/](http://www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/)).

## Objectifs

L'Observatoire du Sahel a vocation à créer des synergies de compétences pour entreprendre dans une approche holistique, des recherches pluridisciplinaires à toutes les échelles (internationale, régionale et locale). Il vise également à produire des études originales apportant une analyse novatrice sur les problématiques névralgiques du Sahel, offrant un regard local et formulant des recommandations concrètes basées sur des données récentes de terrains fournies par des acteurs locaux.

Une note produite dans le cadre d'un partenariat avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Depuis 2014, Thinking Africa collabore avec l'OIF. La présente collaboration porte sur la réalisation de notes d'analyse politique, par l'Observatoire du Sahel de Thinking Africa, à propos des enjeux géopolitiques, stratégiques et sécuritaires liés à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement durable au Sahel.

*« Avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ».*  
*« Les propos énoncés dans la présente publication ne sauraient en rien engager la responsabilité de l'OIF, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation ».*

## Contacts

Email: [contact@thinkingafrica.org](mailto:contact@thinkingafrica.org)  
Web: [www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)